

**Zeitschrift:** Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

**Herausgeber:** Société de communication de l'habitat social

**Band:** 43 (1970)

**Heft:** 5

**Artikel:** Le développement régional en Amérique latine

**Autor:** Bridel, Laurent

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-126861>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 22.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Le développement régional en Amérique latine

Revue de documents récents

par Laurent Bridel, géographe, FUS, IRFED

37

De nombreux signes montrent une nouvelle orientation de la politique économique et sociale de la plupart des pays d'Amérique latine. Après avoir mis sur pied des plans économiques globaux valables pour l'ensemble de la nation ou s'être engagés dans divers projets sectoriels ou partiels, aménagements hydrauliques, réformes agraires, création d'une nouvelle capitale pour ne citer que ces exemples, les autorités ont pris conscience de la nécessité de régionaliser de manière plus systématique leur action: En novembre 1968, le Gouvernement péruvien publie une «stratégie du développement national à longue échéance»<sup>1</sup>; la même année, la présidence de la République du Chili édite des directives pour le développement régional<sup>2</sup>, où il est notamment dit:

«La «région» apparaît ainsi comme un instrument d'action pour la politique de développement et comme un instrument de *participation* pour l'individu, objet et sujet de la planification»; le 11 juin 1969, le Venezuela promulguait le décret N° 72 sur la régionalisation, lequel crée toute une organisation administrative ad hoc.

Ces quelques exemples ne sont pas uniques; tandis que d'un côté les Etats latino-américains élargissent leur espace économique par la création, en 1960, d'une zone de libre-échange et par la formation, la même année<sup>3</sup>, du Marché commun d'Amérique centrale, ils se soucient de manière toujours plus concrète de l'intégration des régions à l'intérieur de chaque nation.

Au travers d'efforts et de politiques souvent très différents, institutions d'Etat, centres universitaires<sup>4</sup> et hommes politiques sont à la recherche d'une théorie du développement. Ils soulignent les particularités de l'évolution du continent: le développement, dès l'époque coloniale, s'est concentré dans certaines aires réduites, liées à une économie de traite et aux axes de circulation. La plus grande partie des richesses ont été investies dans quelques centres urbains dont quelques-uns se sont haussés, ultérieurement, au rang de capitales. A part le sud du Brésil, la pampa argentine et le Chili, l'immigration européenne du siècle passé n'a guère modifié cet aspect périphérique du développement économique et social. Sur 63,7% de la superficie totale de l'Amérique latine, la densité de la population rurale n'excède pas cinq habitants au kilomètre carré<sup>5</sup>, soit quatre fois moins que celle des Grisons, le canton le moins densément peuplé de Suisse, et plusieurs pays n'ont guère mis en valeur que la moitié de leur territoire national. En revanche, l'urbanisation, sous son aspect purement démographique (pourcentage

de la population totale vivant dans les villes), est extrêmement poussée: en 1965, 51%<sup>6</sup>. Dès 1950-1960, la population urbaine latino-américaine a crû de 71% (contre 18% en Europe)<sup>7</sup>.

Il ne faut donc guère s'étonner des déséquilibres, tout d'abord entre les pays eux-mêmes, puisque le plus riche dispose d'un revenu par habitant de plus de quatre fois supérieur à celui du plus pauvre, ensuite à l'intérieur de chacun d'eux où les écarts sont encore pires entre les régions riches et pauvres, modernes et traditionalistes, à l'essor autonome ou dynamique et à l'économie dépendante ou déprimée.

L'Amérique latine souffre d'une longue tradition de centralisation qui, autrefois, apparaissait comme la seule garantie d'une véritable indépendance nationale. Aujourd'hui, même dans les pays à Constitution fédéraliste, il est difficile de dispenser plus de pouvoirs de décisions aux régions. La répartition des moyens financiers entre les divers échelons politiques traduit bien cette situation (tableau 1). On le voit, les problèmes européens se retrouvent ailleurs, puisque des pays aussi différents que la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Italie se débattent aussi avec la question de la décentralisation de l'administration et du pouvoir.

C'est pourquoi, plutôt que de souligner les différences, il nous paraît plus intéressant de chercher des similitudes entre les problèmes d'aménagement européens et ceux de l'Amérique latine. A une époque où il n'existe sur cette planète aucun modèle valable d'organisation politique, économique et sociale, l'échange d'informations sur les expériences réussies ou ratées des uns et des autres devient indispensable. L'Amérique latine, avec raison, souhaite trouver un style de développement qui ne soit pas calqué sur celui de l'Europe, mais qui traduise son originalité culturelle. Dans les pages qui suivent, nous nous arrêterons à quelques aspects de ce vaste sujet: les genres de politiques régionales, les relations entre la planification globale et l'aménagement régional, le déséquilibre entre les régions, la croissance urbaine et les problèmes de participation.

## Genres de politiques de développement régional

Selon W. Stöhr<sup>8</sup>, auteur d'un excellent rapport sur le développement régional en Amérique latine, on peut distinguer les politiques suivantes:

– Plusieurs pays ont tenté de réagir contre la centralisation, en *donnant certains pouvoirs de décision aux régions*.

**Tableau I**  
**Ventilation des dépenses publiques par niveau**  
**administratif (en %)\***

Pays	Année	Gouvernement central**	Etats, provinces, départements, cantons, etc.	Communes
<b>A. Etats fédéraux</b>				
Argentine***	1963	68,9	23	8,1
Brésil	1966	58	34	8
Mexique	1958	91	7	2
Venezuela	1964-68	87,1	10,4	2,5
Suisse	1967	33,5	36,8	29,7
République fédérale allemande	1966	42	33	25
<b>B. Autres Etats</b>				
Bolivie	1958	97,8		2,2
Chili	1966	97,5		2,5
Colombie	1958-60	70,6	17	12,4
Costa Rica	1966	95,6		4,4
Equateur	1963	81	1	18
Nicaragua	1962	95,2		4,8
République dominicaine	1966	88,7		11,3
Belgique	1966	73,5	2,3	24,2
Italie	1966	68	7,5	24,5
France	1966	84		16
Pays-Bas	1966	56		44
Grande-Bretagne	1966	69		31

\* Selon W. Stöhr, op. cit., p. 31: «Annuaire statistique de la Suisse», Bâle 1969, p. 441; «Statistisches Jahrbuch der Bundesrepublik Deutschland», Wiesbaden 1968, pp. 392-393 et 110\*-113\*; Commission des communautés européennes, «L'évolution des finances publiques dans les Etats membres des communautés européennes, 1957-1966», Bruxelles 1969.

\*\* Y compris la sécurité sociale.

\*\*\* Seulement les dépenses courantes.

Les grandes distances et les importants obstacles, autant sociaux que géographiques, rendent souvent inévitables une certaine délégation du pouvoir. Dans ces pays, les limites des régions respectent les frontières des provinces ou des Etats à l'intérieur de la nation.

— En revanche, il n'existe pas de politique générale en faveur des *aires sous-développées* au sein d'un pays, alors que cet aspect connaît au contraire la faveur des pays européens. En Amérique latine, nous rencontrons surtout le souci de ne pas distraire de fonds indispensables à la croissance globale du pays — et par conséquent destinés aux aires de fort développement — au profit des provinces les plus pauvres qui, de toute façon, ne peuvent guère

accroître le produit national de manière sensible. Cependant, il existe des programmes tournés vers l'accroissement du potentiel et des infrastructures agricoles (par exemple au Mexique) et d'autres destinés à promouvoir l'industrialisation<sup>9</sup>. Un phénomène politique joue aussi en faveur d'un certain nombre d'actions particulières de soutien à certaines aires déprimées. Il arrive que d'anciennes provinces prospères conservent assez d'influence auprès du gouvernement central pour que celui-ci prenne des mesures spéciales à leur égard<sup>10</sup>.

— Les immenses ressources potentielles encore sous-exploitées n'ont pas suscité de politique nationale globale dans ce domaine. En revanche, il existe, ici et là, des plans partiels de *mobilisation des ressources* ou de *colonisation*. Dans le premier cas, illustré par exemple par la «Corporación Venezolana de Guyana» (dès 1960, au Venezuela), chargée avant tout de l'exploitation pétrolière, il s'agit principalement de l'essor d'une grande entreprise, gérée comme une société privée et se souciant peu des services sociaux et de l'infrastructure. Dans le second, les autorités, le plus souvent, se contentent d'ouvrir des routes et de subventionner l'implantation de colons. Parfois, un système d'accueil et d'encadrement agricole est prévu, mais, s'il se borne à cet aspect de l'aménagement territorial, son coût est très élevé par rapport aux résultats.

— Dans les *régions frontalières*, plusieurs pays, craignant qu'un vide économique incite les voisins à déborder de leur sphère d'influence, ont tenté de promouvoir des programmes de développement. Trop souvent limités à des ports francs et à des casinos, ils n'ont profité qu'au commerce. Dans certains cas, il s'agit d'un programme bilatéral, comme entre le Venezuela et la Colombie ou entre ce pays et l'Equateur.

— On voit apparaître de plus en plus d'essais et d'études sur le développement régional en relation avec la *croissance urbaine*. E. Neira Aliva a proposé de ranger les villes de plus de 20 000 habitants d'Amérique latine en quatre catégories<sup>11</sup>:

- les *grandes agglomérations* qui étendent leur influence au-delà des frontières nationales et sont les pôles de développement à l'échelon continental: Buenos Aires, São Paulo, Rio de Janeiro, Mexico et Caracas (environ 17% de la population de l'Amérique latine);
- les *métropoles*, souvent des capitales, mais moins autonomes, économiquement, moins polyvalentes et cosmopolites que les précédentes (6% de la population);

- les *centres traditionnels*, surtout liés à l'agriculture, au commerce et à tous les services publics (17% de la population);
- les *centres nouveaux*, apparus depuis 1930 environ, qui se distinguent par un taux de croissance plus rapide que les centres traditionnels et par un clivage social plus net entre une élite entreprenante et un prolétariat urbain. Citons parmi ces villes: Medellín en Colombie, Córdoba et Rosario en Argentine, Porto Alegre et Brasília au Brésil, Monterrey au Mexique, Maracaibo et Ciudad Guayana au Venezuela (10% de la population). Cette variété de situations démontre la difficulté de prévoir des solutions similaires pour tous les cas. Il n'en reste pas moins que, en Amérique latine comme dans le reste du monde, la généralisation du phénomène urbain contraint

les gouvernements à une réflexion d'ensemble. Actuellement, l'aménagement urbain en est encore à ses débuts, comme en Suisse, puisqu'il n'existe encore que des plans de zones <sup>12</sup>. Ce retard s'explique sans doute par le fait que ces grandes agglomérations sont généralement des capitales et que les ministères et les autres centres de décision, tout proches, peuvent facilement intervenir et ne souhaitent pas créer un organisme autonome. Même le développement agricole ne peut plus se concevoir sans le secours d'une armature urbaine. C'est ainsi que la Division agricole de la CEPAL <sup>13</sup> et de la FAO estime qu'il faut accroître les surfaces agricoles de 35 millions d'hectares de cultures et d'autant de prés et prairies (contre respectivement 80 millions et 220 millions en 1965) pour permettre de juguler le danger de famine <sup>14</sup>. La réalisation d'un pareil objectif nécessite la création ou le renforcement de nombreuses villes sises au milieu d'aires agricoles.

On comprend donc que, dans cette perspective d'un très petit nombre d'agglomérations gigantesques aussi bien métropoles industrielles que capitales tertiaires, reliées à quelques aires d'intense activité (mines de cuivre, puits pétroliers, régions d'élevage prospères), face à d'immenses territoires sans indépendance économique et à faible taux de croissance, une angoissante question se retrouve chez la plupart des experts: comment faire pénétrer la croissance économique vers l'intérieur? L'Amérique latine, comme d'autres grands ensembles politico-économiques du monde de demain, ne court-elle pas le risque d'être constituée par un chapelet de grandes agglomérations prospères, étroitement liées entre elles mais coupées de la grande masse du continent, vivant dans une dépendance économique et politique accrue?

### Principaux projets de développement régional Amérique du Sud



### Planification globale et aménagement régional

La présence d'une planification économique globale par rapport à la planification régionale n'est pas un hasard. Nous avons dit plus haut que les gouvernements latino-américains redoutaient de se lancer dans des politiques d'aide aux régions sous-développées, car le rendement des investissements y serait certainement inférieur, par conséquent l'ensemble du pays connaîtrait un essor ralenti. Ce raisonnement, si l'on se place sur le plan de la répartition du revenu national, est spécieux, car qui dit que le revenu global, lorsqu'il se concentre dans quelques pôles de développement et qu'il croît ainsi nominalement plus vite, sera mieux redistribué entre tous les habitants

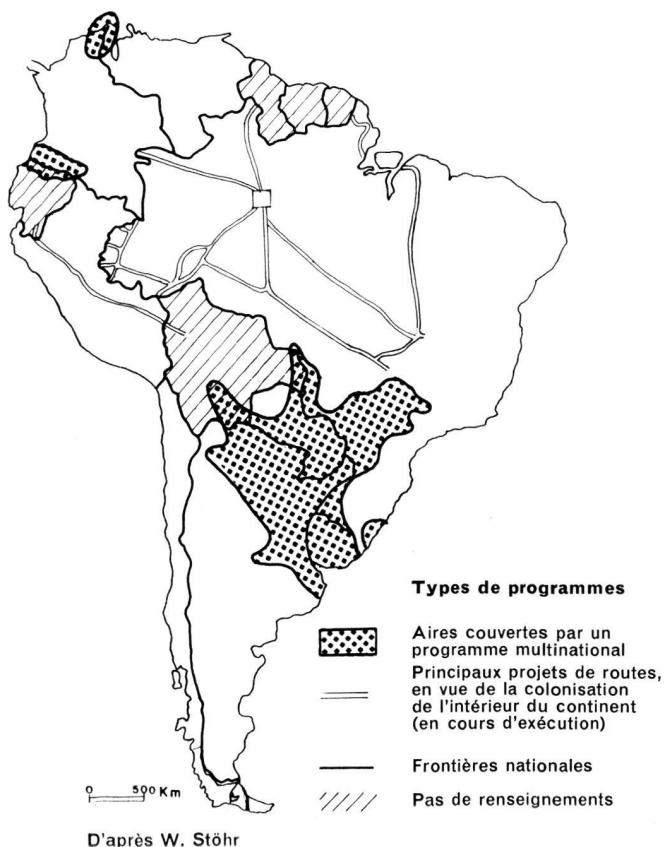
qu'un revenu global inférieur, mais mieux ventilé entre les régions? En revanche, dans l'atmosphère de compétition internationale qui règne aujourd'hui, ces différences dans le produit national total ne manquent pas de peser. Pour faire le parallèle avec la Suisse, nous voyons mal – à supposer qu'une modification constitutionnelle le rende possible – comment Zurich, Bâle et Genève, pour ne prendre que ces exemples, pourraient accepter, de leur propre gré et sans contrainte de la part du reste du pays, de diminuer leur taux de croissance au profit d'autres cantons.

Ce difficile équilibre entre les objectifs d'équité interrégionale et de croissance nationale est souligné par les principes élaborés par le Chili pour sa planification régio-

nale<sup>15</sup>: les investissements doivent avoir l'effet multiplicateur maximum, la population doit, à l'intérieur de chaque grande région, s'établir là où se trouvent les meilleures possibilités d'investir, le développement régional doit faciliter l'intégration nationale et chaque région doit pouvoir bénéficier d'un maximum d'autonomie et s'organiser autour d'une ville suffisamment dynamique pour jouer le rôle de pôle de croissance.

La planification régionale pose également le problème de la coordination des multiples planifications sectorielles: agricole, industrielle, des transports, de l'éducation, de la santé, etc. La régionalisation de ce développement ne sera pas la moindre tâche des promoteurs d'une politique moins centralisée.

### Principaux projets de développement régional Amérique du Sud



### Le rôle des villes

Si tout le monde s'accorde sur l'importance du phénomène d'urbanisation en Amérique latine, les jugements qui sont portés à cet égard sont loin d'être identiques. En simplifiant grossièrement, pour la commodité de l'exposé, on trouve des avocats de la grande agglomération et des critiques du rôle colonialiste des villes.

Ces derniers appliquent à l'analyse de l'opulence des villes le même schéma que les accusateurs du système colonial. Les villes latino-américaines auraient, dès l'époque hispanique, vécu de la richesse des régions minières ou agricoles prospères<sup>16</sup> et, aujourd'hui encore, la concentration du développement économique autour de quelques pôles a eu des conséquences néfastes:

- accroissement démographique supérieur aux possibilités de créer des emplois;
- ralentissement de la croissance des villes secondaires;
- coûts croissants des services collectifs urbains;
- exode des élites de la campagne vers la grande ville;
- le monde moderne, bien organisé et productif, n'existe que sous forme d'îlots.

En poussant plus loin, il est justifié de se demander s'il faut investir là où se trouve la population ou déplacer celle-ci vers les régions où, aux yeux du détenteur de capital, les avantages immédiats sont plus grands<sup>17</sup>. D'autre part, les grandes villes ont tendance à promouvoir une extension exagérée du secteur tertiaire alors qu'il est moins rentable que le secteur industriel<sup>18</sup>; en effet, le mode de vie urbain pousse à la consommation plus qu'à l'épargne, et le niveau des investissements, dans les grandes villes latino-américaines, est loin d'être proportionnel aux revenus qui y sont touchés<sup>19</sup>.

D'autres auteurs, au contraire, défendent vigoureusement les villes et en montrent les aspects positifs : ce sont des centres dynamiques de développement économique et, en même temps, de fermentation et d'essor culturels. Ce sont les villes qui permettent le mieux d'assimiler les diverses catégories de la population et ce sont elles qui fournissent les meilleurs appuis à une intégration à l'échelon continental de toutes les diversités latino-américaines. Enfin, la plupart des innovations se répandent dans un pays à partir des villes <sup>20</sup>. Selon une pareille optique, la croissance des métropoles ne doit pas être arrêtée, mais organisée de manière plus rationnelle et plus rentable. Le CIDU <sup>20</sup>, institut spécialisé dans l'étude des villes et rattaché à l'Université catholique du Chili, a entrepris des recherches sur la métropole chilienne, c'est-à-dire la double agglomération de Santiago et de Valparaíso et sur les problèmes politico-administratifs qui se posent aux communes.

En fait, les questions fondamentales sont loin d'être résolues :

Les retards s'accumulent en matière d'équipements collectifs. Ainsi, on a calculé que, en 1961, il manquait 14 millions de logements dans les villes latino-américaines, que 30% de la population urbaine n'était pas raccordée à un réseau d'eau et que la durée moyenne de scolarisation de la population adulte était de l'ordre de 2,2 ans <sup>21</sup>.

Les difficultés sociologiques sont également considérables. Au sein de la population urbaine, il existe des groupes sociaux très différents, aux motivations et aux genres de vie bien particuliers : à côté des secteurs « modernes », entreprises importantes, chambres de commerce, syndicats, etc., il existe un important prolétariat, manœuvres, artisans, le plus souvent immigrants ruraux d'origine récente ; l'existence des groupes intermédiaires, bien qu'ils aient augmenté en nombre ces dernières années, n'est pas une panacée.

Si l'on se tourne vers les villes de province, qui atteignent parfois une taille respectable, les perspectives ne sont pas toutes favorables. Ces villes pourraient jouer le rôle de relais entre la capitale et les campagnes, et il existe de nombreuses études sur le maillage urbain, fondées sur les activités principales de la population, sur les aires d'influence, parfois même les flux de transport <sup>22</sup>. D'autre part, on dénote, dans la population rurale, une certaine identification avec le chef-lieu de l'Etat ou de la province. Malheureusement, il n'existe pas toujours, du côté des

élites de telles villes, le désir de jouer le rôle de moteur du développement économique et social. Andrew H. Whiteford a décrit la manière dont Popayán, ancienne capitale provinciale en Colombie, s'est figée dans une attitude tournée vers le passé sous l'influence conjuguée d'une tradition littéraire et érudite, du pouvoir de l'aristocratie locale et de l'isolement géographique <sup>23</sup>.

Enfin, il n'existe pas encore de connaissances théoriques suffisantes qui permettraient d'orienter valablement l'action politique et planificatrice. Ainsi, on ne sait pas encore comment évaluer le potentiel économique d'une ville, alors que ce problème est relativement simple pour une région agricole. On ne connaît pas non plus exactement le phénomène de diffusion de la croissance économique à partir d'une ville <sup>24</sup>. Dans le domaine de la recherche urbaine, les aménagistes ont une inépuisable matière à étude et à réflexion.

### **La participation au développement économique et social**

Il est heureux de voir combien les experts et spécialistes latino-américains se préoccupent du problème de la participation de la population et de son adhésion aux buts du développement. Nous ferions bien, en Suisse, d'y songer un peu plus, car on croit trop souvent qu'il suffit de dire que notre système est « démocratique » pour que la question soit réglée. En fait, il n'en est rien, tant la sociologie du développement est encore peu connue et tant la vulgarisation de l'aménagement régional est encore peu prônée.

La participation active de la population au développement consiste en un double processus : d'une part, il s'agit de susciter l'initiative locale dans tous les domaines et, de l'autre, il faut relier cet essor à celui de l'ensemble du pays. Les obstacles ne manquent pas au premier aspect de la participation : la population rurale craint de voir dans l'initiative d'une collectivité publique un subterfuge camouflant un nouveau système d'exploitation ; les citadins sont souvent pleins de mépris à l'égard des ruraux ; les élites locales ne souhaitent guère la modification de la situation actuelle, dont ils tirent l'essentiel de leur bien-être ; le personnel qualifié manque <sup>25</sup>.

Le souci constant des gouvernements d'Amérique latine est d'atteindre l'intégration nationale, c'est-à-dire une unité de vues sur les principaux objectifs de l'ensemble du pays. Malheureusement, les régions dynamiques ont une attitude colonialiste à l'égard des régions défavo-



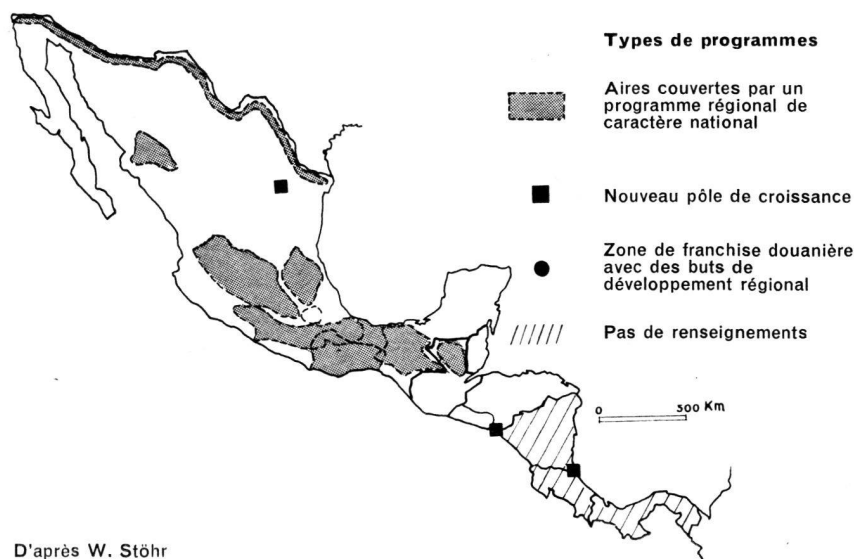
risées, et ces dernières sont ancrées dans une conception paternaliste, puisqu'elles pensent que rien ne peut être entrepris sans décision et aide du gouvernement central. Beaucoup d'économistes estiment même que les subventions ne font que transiter dans les aires marginales, du fait que les notables locaux, leurs principaux bénéficiaires, s'empressent d'investir dans les pôles de développement! Les provinces sont en constant état de rivalité les unes face aux autres, chacune cherchant à arracher un avantage au détriment des voisins. Dans cette perspective, toute décision de l'autorité centrale ne peut être que l'octroi de privilèges ou la source de frustrations <sup>26</sup>.

Pour tenter de vaincre ces obstacles, auxquels s'ajoutent les barrières physiques (distances, dénivellations à franchir, climat, etc.), tous les pays latino-américains intéressés au développement régional sont à la recherche de l'organisation administrative et politique qui suscite le plus d'initiative au niveau local et permette le fonctionnement le plus efficace. Mais il est difficile de sortir du cercle vicieux suivant: les régions déprimées, auxquelles il serait possible de conférer plus d'autonomie, ne peuvent

assumer ces fonctions de décision, faute de structures sociales adéquates et de ressources humaines suffisantes, tandis que le gouvernement craint de donner trop de pouvoir aux aires métropolitaines qui, elles, seraient capables d'en disposer <sup>27</sup>. Plusieurs pays ont créé des organisations nouvelles, les unes intégrant à la fois la planification et l'exécution, d'autres ne réalisant que les plans. Malheureusement, il n'est pas rare que ces nouvelles entités affrontent les organismes ou les administrations préexistants, dans de perpétuels litiges de compétence <sup>28</sup>.

Comme dans bien d'autres régions du monde, mais avec un degré d'urgence encore plus dramatique, les tenants de solutions réformistes s'opposent aux défenseurs de bouleversements révolutionnaires. Les premiers préconisent, par exemple, l'organisation de conseils régionaux spéciaux, partiellement nommés et partiellement élus, qui seraient chargés d'orienter la planification ou encore d'établir l'institution d'un «avocat du peuple» dont la tâche consisterait à conseiller les offices d'aménagement et de développement <sup>29</sup>. Quant aux seconds, ils

### Principaux projets de développement régional Mexique et Amérique centrale



pensent que les insuffisances actuelles du développement régional prennent racines beaucoup plus profondément et sont liées à l'ensemble du système politique, économique et social en vigueur<sup>30</sup>. Ce dialogue nous concerne tous, car la question surgit immanquablement dans l'esprit de tout chercheur ou de tout aménagiste honnête avec lui-même, lorsqu'il cherche à comprendre les mécanismes et à entrevoir des solutions, qu'il s'agisse du développement régional en Amérique latine ou en Suisse.

<sup>1</sup> «Estrategia del desarrollo nacional a largo plazo – Resumen», publicación del Instituto nacional de planificación, Lima.

<sup>2</sup> ODEPLAN, «Política de desarrollo nacional. Directivas nacionales y regionales», presidencia de la República, Oficina de planificación nacional, Santiago, 1968, p. 35.

<sup>3</sup> Le Costa Rica s'est joint aux quatre autres signataires en 1963.

<sup>4</sup> En 1966, trente membres et sept institutions ont créé le Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) qui cherche à coordonner et à promouvoir les recherches de sciences sociales dans les diverses parties du continent. L'un des organismes issus de cette association est la Commission de développement urbain et régional, aux travaux de laquelle participent les instituts et centres de recherches suivants: Centro de estudios urbanos y regionales (CEUR), Argentine; Centro de estudios urbanos y regionales, Brésil; Centro de investigaciones para el desarrollo (CIO), Colombie; Centro interdisciplinario de desarrollo urbano y regional (CIDU), Chili; Centro de estudios económicos y demográficos (CEED), Mexique; Instituto de estudios peruanos (IEP) et Instituto de planeamiento de Lima, Pérou; Instituto de urbanismo de la Facultad de arquitectura de la Universidad central de Venezuela et Centro de estudios del desarrollo (CENDES), Venezuela.

<sup>5</sup> «La distribución regional de la actividad económica» Naciones Unidas, Consejo económico y social, ST/ECLA/Conf. 34/L2, 28.10.1969, p. 13.

<sup>6</sup> *Idem*, p. 9. Il s'agit des localités de plus de 2000 habitants.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 37.

<sup>8</sup> Walter Stöhr: «Materials on Regional Development in Latin America: Experience and Prospects», United Nations, Economic and Social Council, ST/ECLA/Conf. 34/L4, 29.10.1969, pp. 65–111.

<sup>9</sup> Parmi ceux-ci figure le programme du nord-est du Brésil dû à la «Superintendencia de desenvolvimento do Nordeste» (SUDENE), dès 1960, et au «Banco de Nordeste». Il s'agissait, par l'octroi d'avantages fiscaux et financiers (détaxations, prêts, subventions), d'inciter l'implantation d'industries dans le nord-est du Brésil. Effectivement, un nombre important d'établissements ont été ouverts, souvent avec des capitaux venant du sud-est du pays (São Paulo), mais l'effet global est

demeuré mineur: le marché national est trop étroit et les produits se trouvent en concurrence avec ceux d'autres régions; les promoteurs ont préféré investir dans des machines que dans la formation des ouvriers; l'agriculture n'a pas été touchée. Ainsi, on a simplement créé des enclaves modernes au milieu d'une région qui demeure très pauvre. Les propriétaires, enfin, souhaitent revendre l'usine aussi vite que possible pour réaliser un bénéfice en capital.

<sup>10</sup> W. Stöhr, op. cit., pp. 41–43, cite des exemples au Brésil, en Colombie, au Guatemala et au Venezuela.

<sup>11</sup> «La regionalización de las políticas de desarrollo en América latina», Seminario sobre aspectos sociales del desarrollo regional, Santiago de Chili, 3–14.11.1969, documento de referencia N.º 7, pp. 6–14.

<sup>12</sup> Selon W. Stöhr, p. 106, il n'y a que deux exemples de plans d'ensemble concernant tous les aspects de la croissance urbaine: «Grupo ejecutivo del Gran São Paulo» et l'Office technique de planification et de coordination de l'aire métropolitaine de San Salvador, tous deux au Brésil.

<sup>13</sup> Commission économique pour l'Amérique latine (ECLA en anglais).

<sup>14</sup> «La distribución regional de la actividad económica», op. cit., p. 42.

<sup>15</sup> ODEPLAN, «Política de desarrollo regional», Santiago de Chili, 1968.

<sup>16</sup> Une étude des flux de revenus entre régions en Argentine, en 1959, montre toutefois que bien qu'il soit vrai que les provinces agricoles riches «subventionnent» la capitale, celle-ci soutient financièrement les provinces rurales les plus pauvres. Mais il n'est pas sûr que la situation soit identique dans d'autres pays latino-américains («La distribución regional de la actividad económica», op. cit., pp. 20–21).

<sup>17</sup> Les critiques sont développées dans: «Los aspectos sociales del desarrollo regional en América latina», Naciones Unidas, Consejo económico y social, ST/ECLA/Conf. 34/L1.

<sup>18</sup> Le Mexique, pendant la période 1965–1968, en est un bon exemple, voir M. Aguilera Gómez: «Los aspectos sociales del desarrollo regional en México», Seminario sobre aspectos sociales del desarrollo regional, Documento de referencia 1, Santiago de Chili, 3–14.11.1969, p. 15.

<sup>19</sup> «La distribución regional de la actividad económica», op. cit., p. 39.

<sup>20</sup> «La docencia y la investigación en el campo de la urbanización; la experiencia del CIDU», Universidad católica de Chile – Comité interdisciplinario de desarrollo urbano; Informe presentado al Seminario sobre ciencias sociales y desarrollo urbano en América latina, Jahuel, Chili, abril 1968, pp. 20–29.

<sup>21</sup> «La distribución regional de la actividad económica», op. cit., p. 37.

<sup>22</sup> W. Stöhr, op. cit., p. 108.

<sup>23</sup> Cité par L.B. Moore: «La definición de áreas intrarregionales de desarrollo rural», Naciones Unidas, consejo económico y social, ST/ECLA/Conf. 34/L.S., 30.10.1969, pp. 14–15.

<sup>24</sup> W. Stöhr, op. cit., pp. 110–111, indique que la fondation de Brasilia a influencé une vaste aire environnante, alors que la création de Ciudad Guayana, au Venezuela, a plutôt drainé les seuls éléments de développement économique existant dans les provinces environnantes et, par exemple, freiné l'essor des localités voisines.

<sup>25</sup> Voir H.J.A. Morsink: «Regional Plan Formulation and Popular Participation», United Nations, Economic and Social Council, ST/ECLA/Conf. 34/L6.

<sup>26</sup> «Los aspectos sociales del desarrollo regional en América latina», op. cit., pp. 26 et suiv.

<sup>27</sup> W. Stöhr, op. cit., pp. 66–69.

<sup>28</sup> L.B. Moore, op. cit., pp. 34–35. Pour des exemples concrets, voir G. Rubio Orbe: «Algunos aspectos sociales del desarrollo regional en Ecuador», Seminario sobre aspectos sociales del desarrollo regional, documento de referencia N.º 3, Santiago de Chili, 3–14.11.1969, pp. 12–13.

<sup>29</sup> H.J.A. Morsink, op. cit., p. 10.

<sup>30</sup> Il est étonnant de constater, dans tous ces documents, l'absence de référence aux Antilles et, en particulier, à l'expérience cubaine.